



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
GRAND CONSEIL

Genève, le 21 janvier 2026

Conformément à la loi portant règlement du Grand Conseil
de la République et canton de Genève,
une inscription est ouverte pour l'élection suivante :

Par courrier électronique
Bureau du Grand Conseil
Chefs de groupe
Secrétariat des partis
Pour information :
Service administratif du Conseil d'Etat

E 3208 - FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Election d'un membre au **Conseil d'administration de
l'Autorité de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance**
en remplacement de M. Xavier BARDE (PLR), démissionnaire
Entrée en fonction immédiate - durée du mandat : jusqu'au 31 janvier 2029

NOM Prénom : _____

Sexe : ☒ femme ☐ homme Date de naissance : _____

Rue et n° : _____

Code postal : _____ Localité : _____

N° portable : _____ Email : _____

Parti représenté : ☐ PLR ☐ S ☐ Ve ☐ MCG ☐ UDC ☐ LJS ☐ LC ☐ Aucun

Avez-vous siégé ou siégez-vous déjà dans ce conseil ? ☐ oui ☐ non

Si oui, dates des début(s) et fin(s) de mandat(s) : _____

Date : _____ Signature : _____

Cas échéant :

Validation du parti (tampon et signature) :

Par ma signature, je certifie :

- que les informations fournies sont exactes
- que ma candidature a été validée par mon groupe
- avoir pris connaissance des dispositions légales, et que ma candidature ne présente aucune incompatibilité
et j'autorise le Secrétaire général du Grand Conseil, respectivement la Chancellerie d'Etat, à vérifier auprès des services de l'Etat
concernés les renseignements communiqués.

Pour que la candidature soit valable, le dossier complet doit être déposé, à savoir :

- ☐ **Original** du présent formulaire d'inscription dûment complété et signé
 - ☐ **Original** de la déclaration des liens d'intérêts complétée et signée
 - ☐ Curriculum **complet et à jour** permettant d'apprécier les compétences
 - ☐ Extrait du casier judiciaire (copie **moins de 3 mois**)
 - ☐ Extrait du registre des poursuites (copie **moins de 3 mois**), le **cas échéant** :
 - ☐ Décompte global des actes de défauts de biens (copie moins de 3 mois)
- Pour les membres du personnel de l'administration cantonale :
- ☐ Autorisation du **Conseil d'Etat** (copie)

L'inscription doit parvenir au secrétariat général du Grand Conseil au plus tard le **mercredi 4 février 2026 à midi** (clôture de l'inscription). Cette élection figurera à l'ordre du jour de la session du Grand Conseil des 12 et 13 février 2026.

Laurent Koelliker
Sautier

Publication dans la Feuille d'avis officielle du 21 janvier 2026



➔ NOM Prénom : _____

[illegible]

Grand Conseil • Rue de l'Hôtel-de-Ville 2 • Case postale • 1211 Genève 3 • ge.ch/grandconseil
Contact : Tél. 022 327 97 16 • nicole.sevried@etat.ge.ch



BASES LEGALES - extraits

Loi portant règlement du Grand Conseil (B 1 01)

Art. 107B Elections des représentants du Grand Conseil dans les institutions de droit public

¹ Le bureau s'assure que les candidatures proposées au Grand Conseil respectent la parité des sexes au sein de chaque conseil d'établissement soumis à la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017, à raison de 40% au moins du sexe sous-représenté.

Loi sur les institutions de droit public (A 2 24)

Art. 14 Mandat

Cumul de mandats

⁴ Le membre du conseil ne peut pas siéger dans plus d'un conseil d'une institution soumise à la présente loi.

Limitation de la durée du mandat

⁵ Il ne peut pas siéger plus de 15 ans dans le même conseil.

Art. 16 Conditions de nomination

¹ Pour être nommé membre d'un conseil, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

- a) être majeur;
- b) jouir de la capacité de discernement;
- c) disposer de compétences susceptibles de contribuer effectivement au bon fonctionnement des institutions concernées;
- d) n'être l'objet d'aucune inscription au casier judiciaire relative à une condamnation à une peine privative de liberté ou à une peine pécuniaire de plus de 180 jours-amende fermes;
- e) ne pas faire l'objet d'un acte de défaut de biens pour non-paiement d'impôt.

² Les conditions ci-dessus doivent être remplies durant toute la durée du mandat; à défaut, la personne concernée perd de plein droit la qualité de membre du conseil avec effet au jour de la disparition de l'une des conditions précitées.

³ Les candidats fournissent tout document utile au Conseil d'Etat, respectivement au Grand Conseil, afin de permettre la vérification des conditions de nomination.

Art. 17 Incompatibilités

De par la loi

¹ La qualité de membre d'un conseil est incompatible avec celles :

- a) de membre du Conseil d'Etat, de chancelier d'Etat ou de vice-chancelier d'Etat;
- b) de député au Grand Conseil. Cette restriction s'applique uniquement aux établissements de droit public principaux définis à l'article 3, alinéa 1, de la présente loi ainsi qu'à la fondation de droit public définie à l'article 3, alinéa 1, lettre w, de la présente loi;
- c) de magistrat du pouvoir judiciaire, sauf pour les juges prud'hommes et les juges assesseurs;
- d) de magistrat et de membre du personnel subordonné à la Cour des comptes et au service d'audit interne de l'Etat.

² Si le cas d'incompatibilité survient en cours de mandat, la personne concernée perd de plein droit la qualité de membre du conseil avec effet au jour de la survenance du cas d'incompatibilité.

Autorisation préalable

³ Tout membre du personnel de l'administration cantonale peut être membre d'un conseil, après autorisation préalable du Conseil d'Etat ou sur désignation de celui-ci.

Loi sur la surveillance des fondations de droit civil et des institutions de prévoyance (E 1 16)

Art. 3A Application de la loi sur l'organisation des institutions de droit public

Les articles 11, 14 à 24, 27 et 28 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017, s'appliquent.

Art. 5 Conseil d'administration

Le conseil d'administration se compose de 5 membres, dont 2 sont nommés sur proposition du Grand Conseil.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
GRAND CONSEIL
Secrétariat général

INFORMATIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS À REMETTRE

Formulaire d'inscription (original)

Le dépôt du formulaire d'inscription fait foi pour la date de dépôt de candidature. Le formulaire doit donc être dûment complété et remis au secrétariat (par courrier ou par email, voir coordonnées au bas du formulaire) dans le délai imparti. Sur demande, un bref délai peut être accordé pour la remise de l'original, ainsi que des autres documents requis.

Liste des liens d'intérêts (original)

Le document doit être dûment rempli et signé selon les indications figurant sur le formulaire. Les informations fournies doivent notamment inclure les inscriptions au registre du commerce.

Curriculum vitae

Celui-ci doit être à jour au moment du dépôt et permettre d'évaluer les compétences pour le poste visé.

Casier judiciaire (copie)

L'extrait doit dater de moins de 3 mois au moment du dépôt de la candidature. Une copie suffit.

Autorisation du Conseil d'Etat (copie)

Pour les membres du personnel de l'Etat, une autorisation du Conseil d'Etat est requise. Toute autre origine de l'autorisation (secrétariat général, membre du Conseil d'Etat, etc.) est exclue.

Pour tout renseignement, s'adresser au service administratif du Conseil d'Etat

Registre des poursuites (copie)

L'extrait doit dater de moins de 3 mois au moment du dépôt de la candidature. Une copie suffit. Cas échéant, joindre la liste globale des actes de défaut de biens (datant de moins de 3 mois).